

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bâtiment C, 2^{ème} étage
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PICOTY CENTRE ENERGIES SERVICES SAS

59 Avenue de Paris
86130 Jaunay-Marigny

Références : VI 10112023 UD36
Code AIOT : 0010012901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement PICOTY CENTRE ENERGIES SERVICES SAS implanté ZI des Daubourgs 36300 Le Blanc. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICOTY CENTRE ENERGIES SERVICES SAS
- ZI des Daubourgs 36300 Le Blanc
- Code AIOT : 0010012901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation pour l'exploitation de stockage temporaire avant expédition de déchets de type huiles usagées est autorisée :

- par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 juin 2022 pour les activités ICPE suivantes :
- 3550 – Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes

pour une quantité autorisée de 117 tonnes.

- 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux pour une quantité autorisée de 117 tonnes

- Par l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, le législateur a créé la procédure d'autorisation environnementale. En application de l'article 15 de cette ordonnance, les autorisations délivrées antérieurement à l'ordonnance sont considérées comme des autorisations environnementales avec étude d'incidence.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la conception des installations suite à la mise en service de l'installation
- la prévention et gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 2.4.2	Sans objet
3	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-2	Sans objet
4	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 3-1-2	Sans objet
8	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-3-1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 2.2.1	Sans objet
5	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-4-1	Sans objet
6	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-1-3	Sans objet
7	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-1-4	Sans objet
9	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 5-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer la catégorie d'effluent suivante : eaux pluviales susceptibles d'être polluées Le réseau de collecte des effluents générés par l'établissement aboutit au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes : (dispositions constructives du tableau non reproduites)
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Il est constaté par l'inspection des installations classées la présence d'un débourbeur-déshuileur pour les eaux pluviales en limite de propriété avant rejet dans réseau eaux pluviales de la zone industrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristique des rejets externes
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les contrôles suivants : Point de rejet référencé n°1 [...] MES/COT / Périodicité de la mesure / annuelle [...]
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé les mesures annuelles depuis la mise en service des installations.
Observations : L'exploitant a transmis à l'Inspection des Installations Classées le 23 novembre 2023: - le rapport d'essai E19-39242 du 04 décembre 2019 par un laboratoire agréé - le rapport d'essai E21-04506 du 25 février 2021 par un laboratoire agréé <u>Ces rapports sont antérieurs à la date d'autorisation d'exploiter du 20 juin 2022 (rapport réalisé sous l'ancienne activité).</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs et mesures de préventions des accidents
Prescription contrôlée : Une clôture de 2.00 m entoure l'ensemble de l'installation. Le portail est en permanence fermé à clé et cadenassé Le tableau électrique n'est accessible qu'avec une clé spécifique Les raccords sont situés dans un cabanon également fermé à clé hors exploitation.
Constats : La hauteur du portail est inférieure à 2 mètres
Observations : L'inspection des installations classées constate que le portail d'accès au site est de 80 cm. L'exploitant s'engage à réaliser son remplacement et à transmettre à l'inspection la justification de la pose de ce nouveau portail. Fermeture du tableau électrique conforme. Fermeture du cabanon conforme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Limitation des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 3-1-2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation [...]
Constats : Pas de mesure de bruit réalisée
Observations : L'exploitant a transmis le 23 novembre 2023 à l'inspection des installations classées le rapport de la société Therius datant d'octobre 2019 pour les mesures du niveau sonore de l'installation. Ce rapport est antérieur à l'autorisation d'exploiter et ne correspond pas à l'activité du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-1-1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
Prescription contrôlée : - Aire bétonnée de 120 m ² - Cabanon de 10 m ² recouvrant les raccords de dépotage et de déchargement des cuves et la pompe (dispositions constructives du tableau non reproduites)
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'aire bétonnée pour le chargement et déchargement est présente.

Le cabanon recouvrant les raccords de dépotage et de déchargement est en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-1-3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
Prescription contrôlée : [,,,]une réserve d'eau incendie de 500 m3 commune à la zone d'activité et situé à 18 m des limites de propriété (au Nord Ouest) et de 2 poteaux incendie (dispositions constructives du tableau non reproduites)
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection des Installations classées constate la présence d'une réserve incendie de 500 m ³ ainsi que 2 poteaux incendie conformément à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention et de confinement des déversements et pollutions
Prescription contrôlée : Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptible d'être polluées lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie pour que celles-ci soient récupérées ou traitées
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection des Installations classée a observé la présence d'un système d'obturation après le débourbeur – déshuileur au droit de la limite de propriété. L'obturation se fait à l'aide d'un système de type guillotine. Pour une meilleure lisibilité et information du personnel et des moyens de secours, un étiquetage pour l'identification du système d'obturation sur piquet pourrait-être mis en complément.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 4-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés ci-[...]
Constats :

Absence d'extincteur à roue de 50 kg.
Observations : L'inspection des installations classées constate que l'extincteur à roue de 50 kg n'est pas en place. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis signée DEE-75235 du 14 novembre 2023 d'une société agréée pour la fourniture et mise en place d'un extincteur 50kg Le jour de l'inspection, la couverture anti-feu n'était pas en place ; celui-ci a transmis le 23 novembre 2023 une photo montrant que la couverture anti feu était sur site. Il y a la présence de 2 extincteurs 9 kg vérifié par un organisme agréé en mai 2023 ainsi qu'une réserve d'absorbants
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2022, article 5-1
Thème(s) : Risques accidentels, Prevention et gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets souillés issus du nettoyage et de l'entretien des équipements sont stockés dans une poubelle de 100 L dédiée, située dans le cabanon.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Il y a la présence dans le cabanon d'une poubelle de 100 l destinés aux déchets souillés.
Type de suites proposées : Sans suite